Article 21 du Règlement

contribuables qui paient, sont de 41 millions de dollars. Quarante-et-un millions de dollars c'est beaucoup, beaucoup, beaucoup. Avec ces 41 millions, on pourrait augmenter le supplément du revenu garanti pour les personnes âgées, on pourrait faire beaucoup de choses. On pourrait construire beaucoup de logements sociaux au Québec pour répondre à 15 000 personnes, à Montréal, dont environ 400 ou 500 sont de la circonscription de Montréal—Sainte-Marie, et qui attendent d'avoir des HLM. Avec ces 41 millions de dollars, on aurait pu construire beaucoup de logements dans les circonscriptions du Québec, au niveau du logement social.

Le coût de l'enquête de l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale, 2,3 millions. La transaction Gulf Olympia avec les frères Reichmann, ce qui a eu comme conséquence que le gouvernement conservateur décide de fermer la raffinerie Gulf dans l'est de Montréal, cela a coûté un milliard de dollars. Le changement de couleur des uniformes a coûté 2,7 millions de dollars, et après cela le matériel était inacceptable. Il y avait une odeur, on peut appeler cela une odeur «PC» là, ce n'était pas bon. Alors encore là, 2,7 millions.

Vous avez un autre gaspillage, c'est le projet de Fantasyland dans l'Ouest à Edmonton. Les fonctionnaires du ministère disaient non. Il n'est pas question de donner de l'argent à ce projet. Le gouvernement de l'Alberta, qui est pourtant un gouvernement conservateur, disait non. Encore là, 5 millions de décisions du PC. Il est vrai que dans l'Ouest ils ont des ministres, au sein du PC, qui sont très forts, très solides, parce que nous, du Québec, on n'est même pas capable avoir 5 \$. Les ministres ne sont même pas capables d'aller chercher des dossiers comme l'Agence spatiale, ce qui est important pour Montréal. Ces ministres-là, pendant que les ministres de l'Ouest vont chercher de l'argent à quoi on dit non, non au niveau du ministère, non au niveau du gouvernement de la province, au Québec, c'est le contraire, tous les partis sont unanimes pour dire: L'Agence spatiale c'est à Montréal. Les ministres du Québec ne sont même pas capables d'obtenir cela. Tous les gens disent: On veut avoir 130 millions de dollars de nouveaux fonds pour l'aménagement du Vieux-Port de Montréal. Toutes les autres provinces ont obtenu des sommes d'argent. Encore là au Québec, les ministres du PC et les députés ne sont même pas capables d'obtenir cela.

Monsieur le Président, la même chose pour le développement du port de Montréal. Dans l'est de Montréal, le programme de préretraite qui était nécessaire, au niveau des chantiers maritimes, encore là, cela a été les ministres des provinces Atlantiques qui ont battu les ministres conservateurs du Québec. Encore là, les ministres du Québec n'ont même pas été capables d'aller chercher des contrats. Il a fallu, contrairement à la promesse solennelle, faite la main sur le coeur avant l'année nouvelle, avant la période des Fêtes... le premier ministre avait dit que les chantiers maritimes marchaient «full spin». On a été obligé de fermer le chantier maritime de la Vickers, à Montréal. Deux cent cinquante mises à pied parce que les ministres conservateurs du Québec sont des «yes men», sont des poules mouillées. Ils ne se tiennent pas debout, au sein du Cabinet, pour défendre les intérêts légitimes des gens du Ouébec.

Dans toutes les taxes que j'ai énumérées, on paie notre part du gâteau. Mais en retour, on n'a rien. On n'est même pas capable d'avoir les miettes. Non seulement on se fait battre par l'Ouest, non seulement on se fait battre par l'Ontario, mais on se fait battre par les provinces Atlantiques.

Monsieur le Président, mon temps achève. J'ose espérer que les ministres du Québec, en plus de faire des «shows» dans les congrès à Montréal, que le premier ministre, au lieu de faire ses «somersaults», ses mascarades à Montréal, qu'il nous annonce l'Agence spatiale pour Montréal, non pas comme le maire de Montréal disait, une coquille vide, mais avec des contrats dedans, 130 millions pour le développement du Vieux-Port et la préretraite pour les gens de l'est de Montréal.

Le président suppléant (M. Layton): A l'ordre! Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LES LANGUES OFFICIELLES

LE RAPPORT ANNUEL DU COMMISSAIRE—LA SITUATION DES ANGLOPHONES AU QUÉBEC

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, le commissaire aux langues officielles a fait des vagues lorsqu'il a décrit les difficultés des Québécois anglophones. Si les fonctions de M. Fortier lui commandent de défendre les droits des minorités linguistiques du Canada, pourquoi le critiquer alors? Ses propos ont peut-être été trop durs. Une seule phrase est à l'origine de cette controverse. Mais au lieu d'ergoter sur les mots, nous devrions plutôt nous intéresser à son message.

Nous devons tenir compte du sentiment de révolte qu'éprouvent beaucoup de Québécois anglophones. Est-ce tellement exagéré de dire que tout n'est pas parfait pour ces Québécois anglophones puisque l'affichage bilingue est interdit et qu'il est question de restreindre la diffusion des films en anglais présentés en exclusivité? M. Fortier fait des critiques constructives. Ce n'est pas un motif de démission.

Il voulait nous faire comprendre, je crois, qu'il faut promouvoir vigoureusement le français pour assurer sa survie au Québec, et non pas humilier la minorité anglophone. Les Canadiens anglophones sont d'ailleurs d'accord là-dessus. N'est-ce pas le fondement du Canada que d'encourager toutes nos minorités à demeurer fidèles à elles-mêmes pour mieux contribuer à la riche diversité de notre pays?

N'exécutons pas le porteur de nouvelles. Laissons-le plutôt nous livrer son message qui est de favoriser et de soutenir l'exercice des droits linguistiques de la minorité et de la majorité au Canada. Faisons preuve d'ouverture d'esprit dans ce dossier.